

Corruption à l'ambassade de France à Alger : des visas contre de l'argent



La corruption semble être « monnaie courante », c'est le cas de le dire, à l'Ambassade de France à Alger (Algérie). C'est ce que prétendent les dizaines de milliers d'Algériens demandeurs de visas pour la France.

Au début de l'année 2018, l'Ambassadeur de France à Alger, Eric Gérard, avait résilié le contrat qui le liait avec « TLS Contact », son prestataire de service dans la capitale de l'Algérie, qui était « éclaboussée » par plusieurs affaires de corruption.

Le nouveau prestataire de service, VFS Global, engagé par l'Ambassade de France au mois d'avril 2018, avec pour objectif de s'occuper de la collecte des dossiers concernant les demandes de visas pour la France, se trouve, déjà, au centre d'une polémique identique de corruption généralisée.

En effet, pour obtenir un rendez-vous de manière régulière, par l'intermédiaire de ce nouveau prestataire, il faut attendre plusieurs semaines, voire des mois.

Cependant, ces « rendez-vous » peuvent être décrochés d'une manière bien plus facile, moyennant un versement d'une somme de 10.000 Dinars, en numéraires et au marché noir bien sûr.

Des agences de voyages officielles, et même des particuliers bien introduits, se sont investis dans ce marché juteux.

« Pour ce même tarif vous pouvez obtenir un rendez-vous plus proche, explique le responsable d'une agence de TSA, l'ancien prestataire. Vous ne trouverez pas mieux, ni à un meilleur prix, même sur le site direct de VFS Global. »

Comment peut-on obtenir ces rendez-vous contre espèces sonnantes ? Personne ne souhaite le révéler : « Vous ne pouvez pas prendre un rendez-vous directement, mais nous oui. Si vous voulez savoir comment, demandez à l'Ambassade de France de vous l'expliquer. », Indique un autre spécialiste de ce « marché noir ».

Ces activités sont illégales mais cela ne pose pas problème : « Si ce n'était pas légal, nous ne mettrions pas d'annonces comme ça. » Explique l'une des sources.

Interrogées, les autorités françaises en Algérie se sont abstenues de toutes réactions, par rapport à ces pratiques.

Il est avéré que certains doivent se remplir les portefeuilles grâce à ce marché des visas qui est en progression constante et ne devrait pas se tarir, compte-tenu de l'évolution prévisible de la politique algérienne de ces prochaines années.

(Source : ObservAlgérie du 21 mai 2018)

Cette corruption « au grand jour » est-elle l'une des raisons du remplacement tout récent (Journal Officiel du 11 mai 2018)

de l'Ambassadeur de France à Alger, Eric Gérard, tout juste nommé en décembre 2017, par Marc Sédille, jusqu'alors Consul général de France à Moscou ? (Espérons que cette « Sédille » mette un point final à cette corruption organisée à grande échelle et qui nous concerne au premier chef car nous sommes le pays le plus concerné par ces « arrivées » en masse !)

Il est vrai que le poste est particulièrement « chaud » actuellement, d'une part en prévision de la forte menace salafiste des Frères Musulmans, à l'approche des très prochaines élections présidentielles, mais également devant les récentes manœuvres militaires de l'armée marocaine, baptisées « Tafilalet 2018 », qui se sont déroulées du 22 mars au 7 avril, et qui ont répondu à l'intense exercice militaire de grande envergure, dénommé « Toufane 2018 », qui consistait à simuler un débarquement naval au niveau de la façade maritime ouest algérienne.

Le torchon brûle, entre ces deux nations maghrébines, depuis plusieurs années mais les causes d'un « casus belli » s'intensifient et le Maroc prétend défendre fermement son espace frontalier et s'opposer à toute agression ennemie, d'où qu'elle vienne (or, géographiquement, elle ne peut venir que de l'Algérie car il serait étonnant qu'il craigne un débarquement sur sa côte Atlantique !).

Manuel Gomez